

RAPPORT

développement durable



Bilan 2015

Pôle attractivité environnement



Avancer, c'est notre nature

PREAMBULE



En 2015, l'assemblée départementale a adopté à l'unanimité le projet « l'Orne au cœur de la Normandie en 2030 ». Il constitue une réelle stratégie pour que chaque Ornaïse puisse s'épanouir dans un territoire accueillant, fort de son identité et de son caractère tout en consolidant l'équilibre dynamique nécessaire aux enjeux actuels de la planète. Ainsi, une feuille de route fortement empreinte des finalités du développement durable va orienter de nombreuses thématiques : un territoire connecté, une jeunesse épanouie et ambitieuse, des entreprises ambassadrices de leur territoire, des services aux personnes, un tourisme vert et innovant, une agriculture source de richesses, une solidarité juste, un environnement durable, le sport et la culture pour tous...

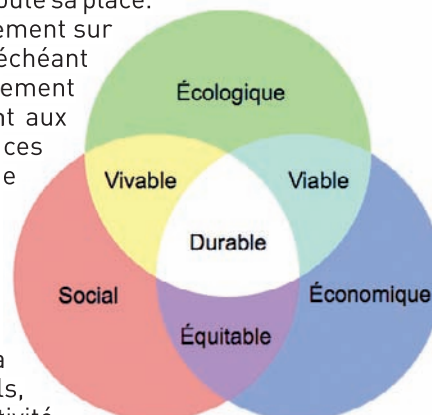
Impulsée avant la réalisation du Bilan carbone et l'adoption d'un Plan Climat Energie territorial, la démarche de développement durable, souhaitée par le Conseil départemental de l'Orne, s'ancre donc chaque année un peu plus dans l'ensemble des services.

Dans ce contexte, le rapport sur la situation en matière de développement durable permet de synthétiser l'ensemble des actions entreprises par la collectivité et les rendre lisibles à tous. Il permet également d'analyser les différents programmes pour connaître l'impact global du Conseil départemental, c'est-à-dire sur le plan économique, social et environnemental.

C'est lors du débat d'orientation budgétaire que ce rapport a toute sa place.

En effet, l'analyse des différents programmes s'appuie également sur les enveloppes financières en jeu afin de les ajuster le cas échéant au regard de l'impact relatif aux cinq finalités du développement durable¹. Des graphiques sous forme de radars permettent aux services de connaître les axes d'améliorations par rapport à ces mêmes finalités. Pour chaque programme, une note allant de -1 à 1 est ainsi attribuée en fonction de l'impact sur chaque finalité du développement durable. 0 signifie que l'action n'a pas d'impact sur la finalité considérée.

Le panorama développement durable, proposé en début de rapport, permet de dresser un bilan général du Conseil départemental et de situer son évolution par rapport à l'année passée. L'analyse des programmes opérationnels, quant à elle, permet d'appréhender l'action de la collectivité sur le territoire, tandis que les programmes supports reflètent son caractère exemplaire et responsable. Enfin, des axes d'améliorations pour l'année suivante sont proposés en conclusion du rapport.



¹ La lutte contre le changement climatique, la préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources, la cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations, l'épanouissement de tous les êtres humains, la dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

SOMMAIRE

A – Panorama DD du Conseil départemental de l'Orne p.5

B – Les actions de la collectivité sur le territoire en matière de développement durable p.7

B.1 - Relever les défis démographiques p.7

Programme transport de personnes (922) p.7

Programme développement harmonieux des territoires (953) p.8

Programme santé (964) p.9

Programme collège - formation initiale - jeunesse (932) p.10

Programme sport (931) p.11

Programme action culturelle et enseignement artistique (933) p.12

B.2 - Agir en faveur de l'emploi p.13

Programme action économique (951) p.13

Programme agriculture et cheval (924) p.14

B.3 - Conjuguer les solidarités p.15

Programme enfance/famille (961) p.15

Programme dépendance handicap (962) p.16

Programme cohésion sociale (963) p.17

B.4 - Valoriser un territoire riche et préservé p.18

Programme réseau routier (921) p.18

Programme action numérique (925) p.19

Programme environnement (923) p.19

Programme patrimoine culturel (934) p.22

Programme action touristique (952) p.23

C – La collectivité exemplaire et responsable p.24

C.1 - Valoriser un territoire riche et préservé p.24

Programme bâtiment et propriétés départementales (941) p.24

Programme équipements et services (942) p.25

C.2 - Conserver une capacité d'action p.27

Programme gestion des ressources humaines (912) p.27

D – Les axes d'améliorations en 2016 p.28

Glossaire p.29



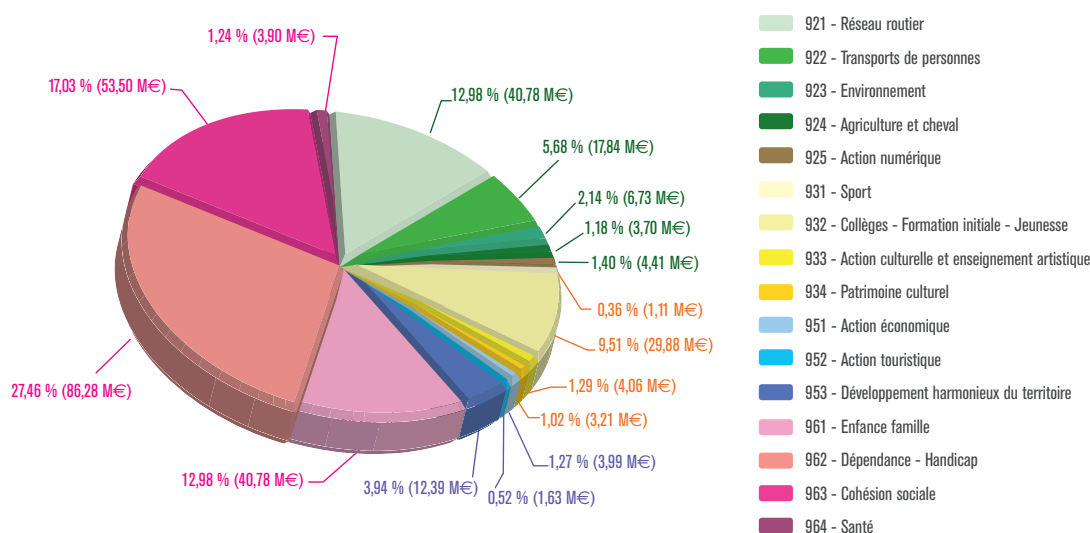
RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

A - Panorama DD du Conseil départemental de l'Orne

Cette année encore, de nombreuses actions ont eu lieu dans le domaine du développement durable. L'année 2015 voit naître des projets structurants pour le département à l'image de l'appel à reconnaissance E3D «établissement en démarche de développement durable» dans les collèges, l'arrivée d'un économe de flux pour les bâtiments départementaux et les collèges ou bien l'initiation d'une réflexion autour d'une stratégie vélo pour l'Orne afin d'inciter à des modes de déplacement doux.

C'est dans un contexte de maîtrise budgétaire que ces projets se sont développés. En effet, le budget départemental est en 2015 de 314,2 M€, soit en baisse de 3,2 % par rapport à 2014.

BUDGET DÉPARTEMENTAL 2015



Le radar suivant montre l'impact global du Conseil départemental en prenant en compte les enveloppes associées à chaque mission.

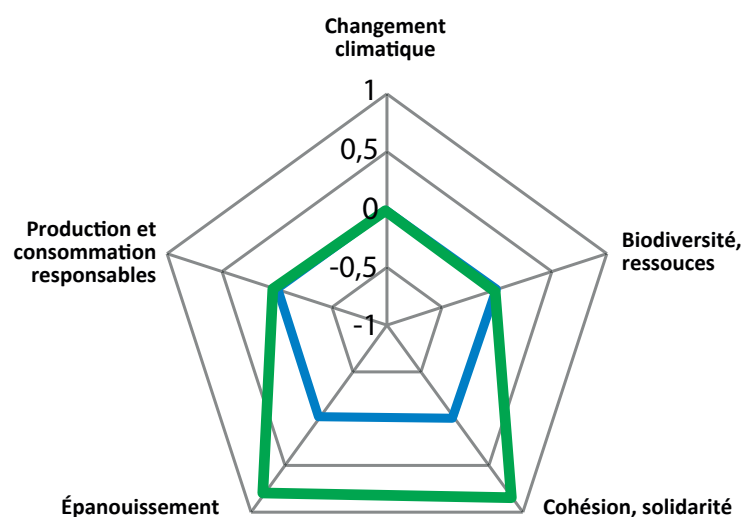
Il y a peu d'évolution notable par rapport à 2014, puisque l'impact d'une action, aussi efficace et positive soit elle, ne suffit pas à modifier de manière importante l'impact global.

Toutefois, on retrouve à nouveau la forte implication positive du département dans les thématiques sociales qui, du fait de leur poids budgétaire aux alentours de 58 %, influent fortement le panorama global.

Ainsi, avec près de 184,5 M€, la prise en compte de la santé, du bien-être et de la cohésion sociale des Ornais apporte une contribution très positive au regard des finalités du DD.

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Néanmoins, on peut noter également une légère amélioration sur les finalités plus «environnementales» du fait des nombreuses actions initiées par les services et qui tendent à s'ancrent dans leur quotidien.



Afin de faciliter la lecture des radars, les impacts positifs sur les différentes finalités apparaissent en vert alors que les impacts plus mitigés apparaissent dans le rapport en magenta (la démarcation en bleu représente un impact nul).

Citons à titre d'exemples quelques actions, qui seront reprises et illustrées dans ce rapport :

- Appel à reconnaissance E3D et opérations de lutte contre le gaspillage alimentaire dans les collèges,
- soutien constant à l'installation de médecins dans l'Orne,
- soutien à la Silver économie, à l'économie sociale et solidaire, aux biotechnologies et aux matériaux bio sourcés,
- soutien aux agriculteurs en difficultés,
- opération de sensibilisation des citoyens à la gestion des déchets,
- soutien à un écofestival,
- recrutement d'un économiste de flux,
- lancement d'un groupement de commandes avec plusieurs partenaires pour la fourniture de gaz...

Toutes ces actions cohérentes et liées pour certaines par le PCET du Conseil départemental permettent d'améliorer d'année en année notre impact sur les finalités « changement climatique », « biodiversité, ressources » et « production et consommation responsables », déjà estimé comme positif l'an passé et qui connaît encore une amélioration cette année.



RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

B - Les actions de la collectivité sur le territoire en matière de développement durable

B.1 Relever les défis démographiques

Programme transport de personnes (922)

Poursuite du transfert de la compétence transports aux intercommunalités (CAPF).

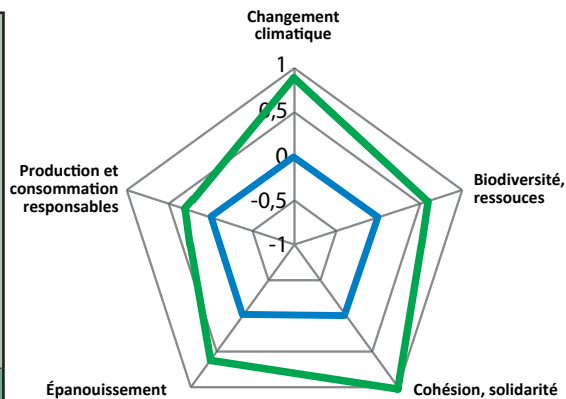
CONSTATS

Campagne de communication afin d'inciter les jeunes de moins de 26 ans à utiliser les cars et modification des lignes scolaires afin de rendre le réseau plus attractif et mieux répondre aux besoins (nouveau circuit à Mauves-sur-Huisne / Le Pin-la-Garenne, fusion de deux circuits à Neuilly-sur-Eure).

IMPACTS

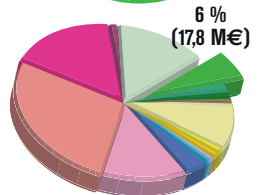
Du fait des transferts de compétence, le nombre d'élèves transportés par les lignes régulières continuent de baisser.

En revanche la politique incitative du CD61 permet une légère augmentation des élèves transportés par les lignes scolaires.



NOUVEAU EN 2015...

73 % des demandes de cartes scolaires ont été effectuées via internet dans le cadre d'une démarche incitative de dématérialisation. En effet, en 2015 aucun document d'information n'a été envoyé aux familles.



Indicateurs LOLF

- 10 988 élèves transportés sur les lignes dédiées au transport scolaire (+ 0,37 %).
- 3 773 élèves transportés dans les lignes régulières (- 12,24 %).
- 161 incidents (+ 18,38 %).
- 45 véhicules de transport en régie, soit deux véhicules de moins par rapport à 2014.
- 215 véhicules de transports privés (+ 2,38 %).



50% DE RÉDUCTION POUR LES - DE 26 ANS

Carte mensuelle à 25€ au lieu de 50€ pour les moins de 26 ans

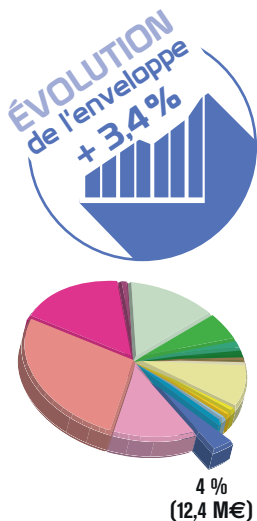
RENSEIGNEMENTS : 02 33 81 61 95 www.orne.fr



IDÉE développement durable

Acquérir des cars en régie fonctionnant au bio carburant ou à l'hydrogène dans le cadre de l'appel à projet Européen EasHyMob visant à installer deux bornes de recharge dans l'Orne.

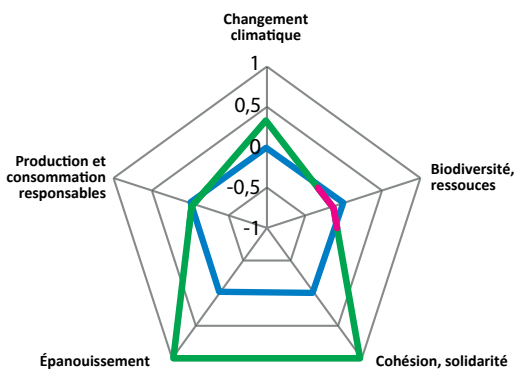
RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE



Programme développement harmonieux des territoires (953)

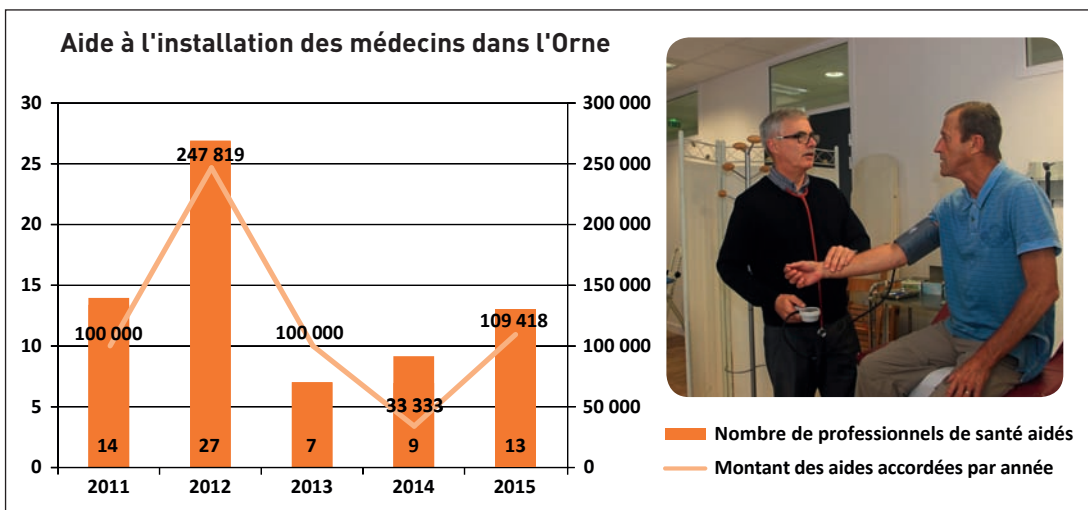
CONSTATS
Poursuite de la politique départementale pour développer l'accès aux services publics et aux structures médicales de proximité.
Malgré l'effort départemental, l'Orne reste un territoire sensible en termes de densité de professionnels de santé.

IMPACTS
8 mairies ont bénéficié de subventions pour l'accessibilité des bâtiments aux personnes en situation de handicap.
4 professionnels de santé supplémentaires ont été soutenus par rapport à 2014.



Indicateur LOLF

- 13 professionnels de la santé aidés en PSLA ou maison médicale, soit 4 professionnels de plus par rapport à 2014 ; cela pour une dépense moyenne par professionnel de 8 417 €.



NOUVEAU EN 2015...

Par ailleurs, 8 nouveaux professionnels de santé (médecins et dentistes) ont été installés grâce au recours à un cabinet de recrutement pour un coût de 99 000 €.



Alençon - Accueil des internes à l'Hôtel du département

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Programme santé (964)

CONSTATS

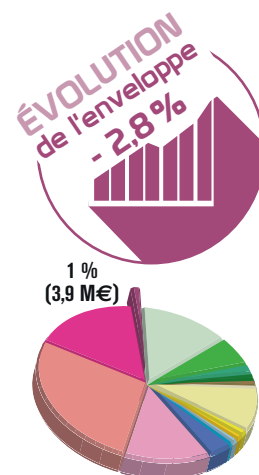
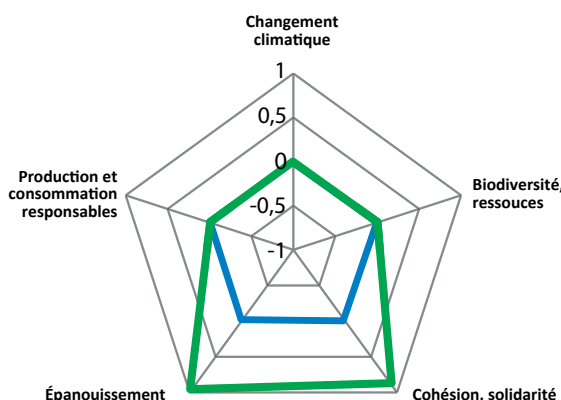
Suite au niveau le plus bas jamais atteint, lors de la campagne 2012-2013 dans le dépistage des cancers, le CD61 a pris plusieurs mesures pour remonter le taux de participation.

Le test de dépistage du cancer colorectal a été changé en cours d'année.

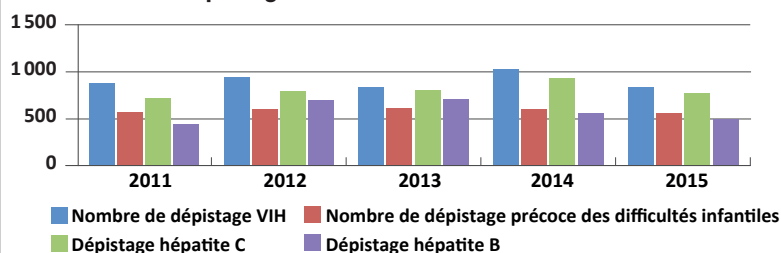
IMPACTS

Le taux de participation aux dépistages du cancer du sein augmente régulièrement depuis la campagne 2012-2013.

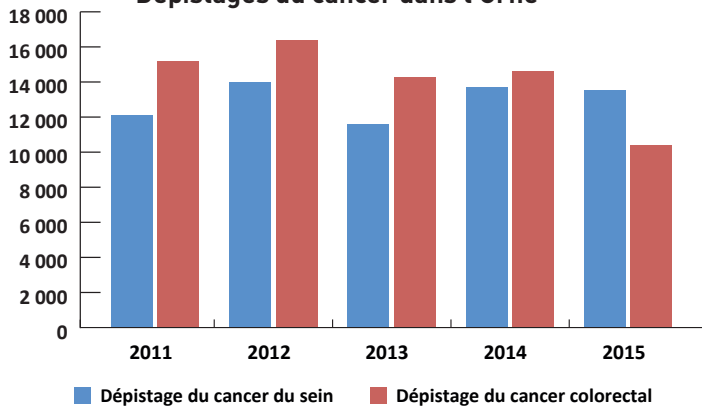
En revanche, le dépistage du cancer colorectal a été perturbé, entraînant une baisse de leur nombre.



Dépistages (hors cancer) dans l'Orne



Dépistages du cancer dans l'Orne



NOUVEAU EN 2015...

Les Elles dans l'Orne : plus de 2 000 femmes courent en faveur du dépistage du cancer du sein à Damigny.

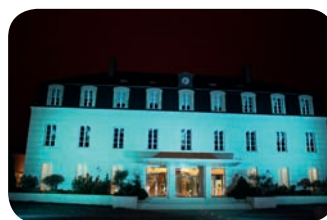
Le centre de dépistage anonyme et gratuit du sida et des hépatites a fermé définitivement le 8 décembre 2015, suite à une modification législative et un appel d'offres de l'Agence Régionale de Santé (ARS). Le relais sera pris en 2016 par le CeGIDD.



La baisse de participation au dépistage du cancer colorectal est due à une interruption de l'ancien test pendant 6 mois.

Une nouvelle technique, nommée test immunologique a été mis en place en 2015.

Le mois du cancer colorectal : sensibiliser de manière visuelle



NOUVEAU EN 2015...

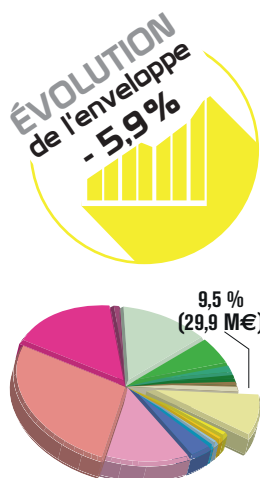
A l'occasion du mois de mars en France consacré à la prévention du cancer colorectal, le Conseil départemental a mis en place certaines actions :

- Organisation d'un colon-tour le 9 et 10 mars 2015 afin de sensibiliser la population ornaise.
- Façade en bleu de l'hôtel du département afin de sensibiliser le grand public.

Indicateurs LOLF

- 13 511 réponses de femmes convoquées (-1,53%) pour le dépistage du cancer du sein.
- 26 630 convocations (+24,89 %) pour le cancer du sein.

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE



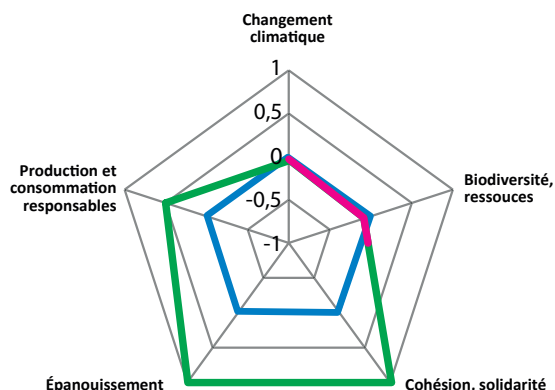
Programme collège - formation initiale - jeunesse (932)

CONSTATS

De nombreuses actions liées au développement durable ont été menées auprès des collèges et en lien avec le programme environnement (réhabilitation de bâtiments, lutte contre le gaspillage alimentaire, lancement de l'appel à reconnaissance E3D (établissement en démarche de développement durable), circuits-courts, installations hydro-économes, opérations de sensibilisation au gaspillage énergétique).

IMPACTS

Les collèges sont de plus en plus sensibilisés aux enjeux du développement durable. Les actions menées tendent à se pérenniser sur le long terme. Les responsables de collèges se montrent très volontaires sur le DD.

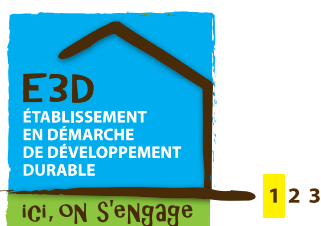


NOUVEAU EN 2015...

L'opération pilote de lutte contre le gaspillage alimentaire menée au collège de Domfront depuis 2014 s'est soldée de manière positive avec une économie de 40% (soit environ 8 200 € sur un an) et une réduction de 20% du gaspillage alimentaire. Le Conseil départemental prévoit de poursuivre ce type d'actions auprès d'autres collèges.

7 collèges ont répondu à l'appel à reconnaissance E3D lancé en début d'année. 1 collège a obtenu le niveau 2 alors que 5 autres ont obtenu le niveau 1. Une plaque officielle est remise aux 6 collèges lauréats, afin d'afficher à l'entrée de l'établissement leur implication forte.

Des travaux ont été mis en œuvre dans certains collèges du département ; notamment l'isolation par l'extérieur de certaines façades aux collèges Jean Moulin de Gacé et Louis Grenier à Coulonges-sur-Sarthe.



Remise de la plaque E3D aux collèges lauréats avec témoignage des collégiens sur les actions menées



Affiches réalisées par les élèves du collège de Domfront avec la conseillère principale d'éducation

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Programme sport (931)

CONSTATS

Le Conseil départemental continue de soutenir les manifestations sportives sur le territoire.

Excepté dans quelques disciplines et hors équitation, le nombre de sportifs licenciés diminue.

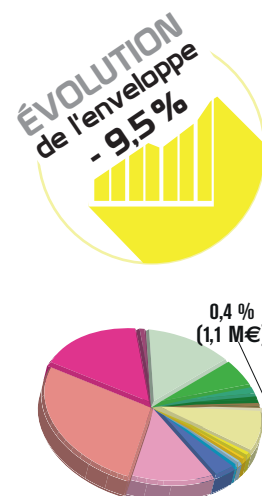
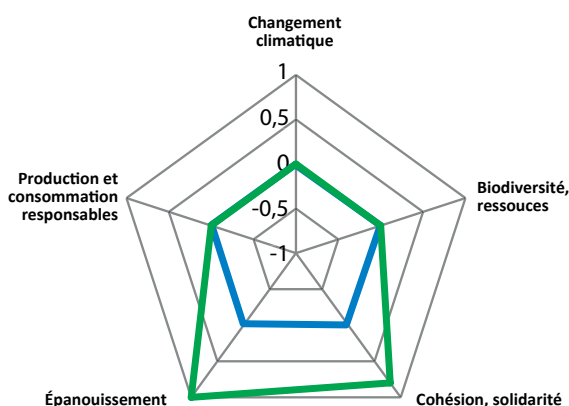
En revanche le nombre de sportifs licenciés de haut niveau augmente très légèrement.

IMPACTS

11 manifestations de niveau national ont été financées pour 95 089 €.

10 disciplines sur 41 présentes dans l'Orne disposent de sportifs de haut niveau.

Le judo est le sport qui compte le plus d'athlètes de haut niveau.



NOUVEAU EN 2015...

Du 30 juillet au 6 août 2017, l'Orne accueillera la 79^e semaine fédérale internationale de cyclotourisme à Mortagne-au-Perche. En plus des circuits réservés aux cyclotouristes, des randonnées à thèmes seront organisées pour découvrir la région. L'assemblée départementale a accordé, en juillet 2015, 75 000 € au Comité d'organisation.

Indicateurs LOLF

- 33 licenciés de haut niveau dans l'Orne (1 licencié supplémentaire).
- 1 gymnase a été subventionné pour une mise aux normes.

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

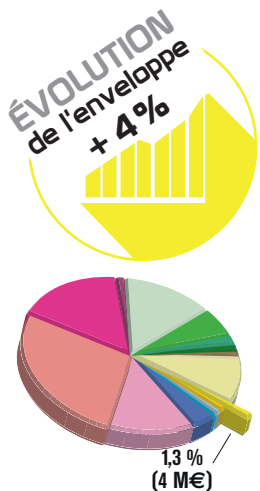
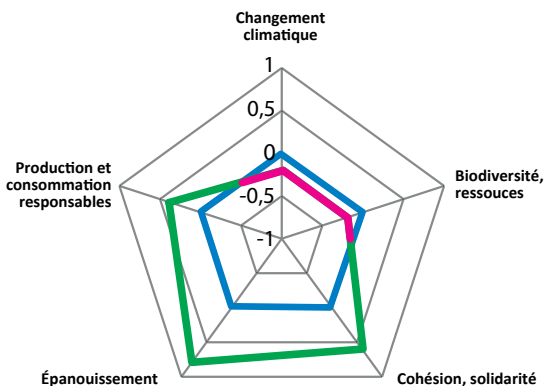
Programme action culturelle et enseignement artistique (933)

CONSTATS

L'offre culturelle du département est toujours aussi variée et permet à tous de s'épanouir. Cette année encore, le département est à l'initiative de nombreux événements à travers l'office départemental de la culture (le Printemps de la Chanson, le Festival Vibra'môme...) et son soutien au Septembre musical de l'Orne.

IMPACTS

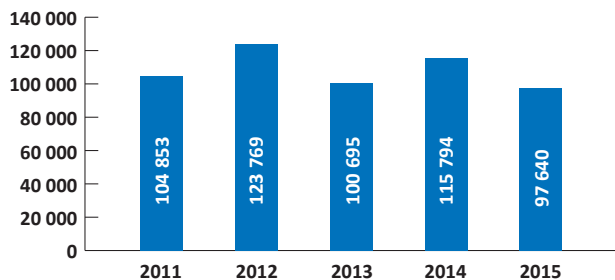
Le développement des manifestations culturelles permet une accessibilité à la culture pour l'ensemble des Ornais. Plusieurs d'entre elles sous tendaient une approche environnementale.



Indicateurs LOLF

- 5 316 spectateurs aux animations de la MDO (+ 12,41 %), pour un coût moyen de 8,94 euros par personne (- 24,11 %).
- 97 640 prêts de documents départementaux (-15,68 %).

Nombre de documents prêtés par la médiathèque départementale de l'Orne



NOUVEAU EN 2015...

Exposition itinérante « Quel développement pour demain » dans 5 bibliothèques du département. Cette exposition propose aux jeunes enfants une réflexion sur les problèmes sociaux et environnementaux actuels (épuisement des ressources, aggravation des problèmes écologiques).

Exposition proposée par le Conseil départemental et l'association CPIE colline Normande « Prenez de la graine, usage et saveurs des plantes sauvages » puis rencontre afin de découvrir les possibilités culinaires et médicinales des plantes et/ou arbustes locaux.

Soutien à l'organisation d'un Éco-festival à Radon par une subvention du Conseil départemental. Cet événement a accueilli près de 3 000 personnes et a pu aborder de nombreux thèmes DD auprès d'un large public peu ou pas sensibilisé.



RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

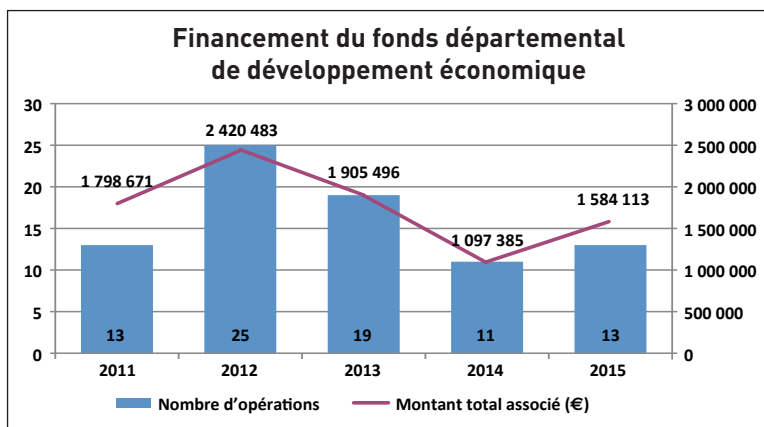
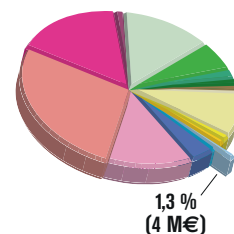
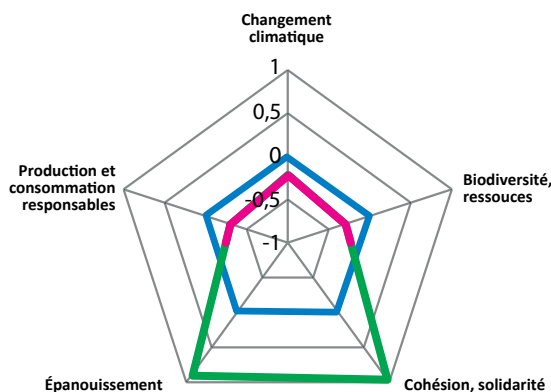
B.2 Agir en faveur de l'emploi

Programme action économique (951)

CONSTATS Le Conseil départemental de l'Orne souhaite à travers ce programme soutenir les emplois et rendre le département de l'Orne plus attractif et innovant en soutenant, notamment, le développement économique durable.

Orne développement a commencé à suivre des projets d'économie sociale et solidaire notamment en bio matériaux.

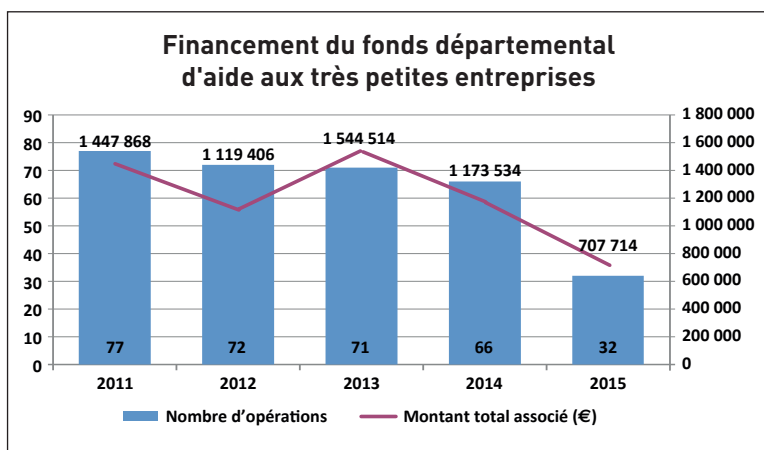
IMPACT Soutien aux filières économiques de demain (silver-économie, éco-conception, biotechnologies et énergies renouvelables).



Sur ce graphique sont représentées les subventions accordées pour le maintien et la création d'emplois.

Pour 2015, elles se répartissent comme suit :

- 34 817 € pour des opérations de maintien de 5 emplois ;
- 1 549 296 € pour des opérations accompagnées de création de 118 emplois.



NOUVEAU EN 2015...

Soutien politique du Conseil départemental au projet de centrale solaire à Surdon. La centrale donnera une seconde vie à une friche industrielle polluée par la créosote.

Ce projet est également soutenu par diverses institutions, notamment le ministère de l'écologie et du développement durable dans le cadre de l'appel d'offres national de la Commission de régulation de l'énergie. Le permis d'exploiter a été délivré en décembre 2015.

Indicateurs LOLF

Ces indicateurs reflètent les opérations soldées dans le cadre du fond départemental de développement économique lors de l'exercice et non les opérations accordées. Ainsi, par les versements effectifs réalisés en 2015 :

- 273 emplois ont été maintenus (+34 %).
- 87 emplois créés (contre 81 en 2014).

L'année 2015 est marquée par une baisse des demandes du fond départemental d'aide aux très petites entreprises et des opérations collectives de modernisation de l'artisanat. Pour ces dernières, le Conseil départemental a prolongé sa politique d'aide jusqu'à fin 2018.

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Programme agriculture et cheval (924)

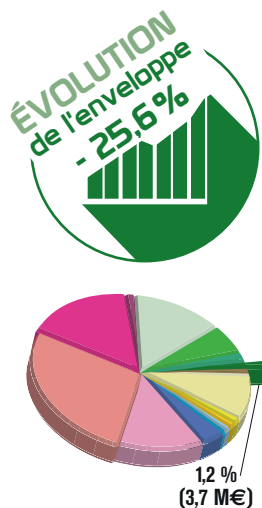
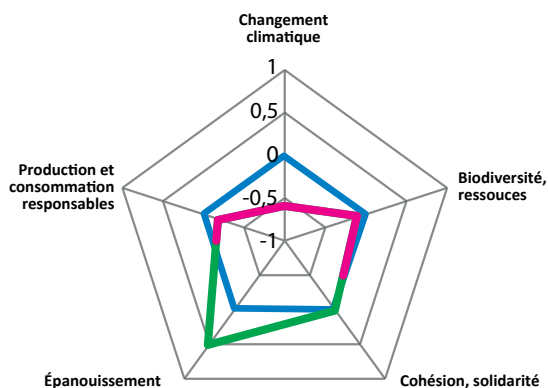
CONSTATS

L'enveloppe a été réduite d'un quart en raison de la fin de certains dispositifs d'aides régionales auxquels le département était associé (ex. PMBE) et la réduction du montant des subventions à certaines structures agricoles. Toutefois d'autres actions ont été menées afin d'accompagner les agriculteurs ornaix.

IMPACTS

Accroissement des aides dans le cadre du plan végétal environnement et auprès d'agriculteurs en difficulté.

Un démarrage positif de la plateforme Agrilocal puisque plus de 100 consultations ont eu lieu en 2015.

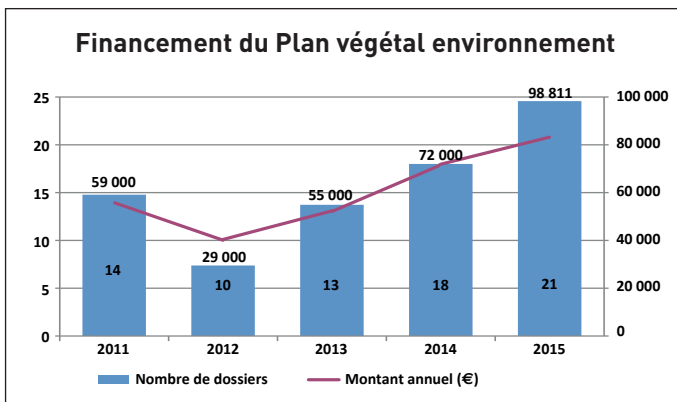


NOUVEAU EN 2015...

Vote d'une nouvelle aide afin de soutenir les agriculteurs situés en zones vulnérables à la pollution par les nitrates et non éligibles aux aides européennes (directive nitrates) réservées aux agriculteurs situés dans les 63 communes étendues en 2014. Ainsi les agriculteurs déjà situés en zones vulnérables avaient bénéficié des anciennes mesures PMPOA mais devaient tout de même réaliser des investissements importants pour se mettre aux normes, mettant en péril leur exploitation.

114 consultations ont eu lieu à travers la plateforme Agrilocal, dont 5 consultations concernent l'agriculture biologique.

Marché de producteurs organisé dans l'enceinte du Conseil départemental lors de la semaine du goût en partenariat avec la chambre de l'agriculture de l'Orne. Cette journée a permis de valoriser 17 producteurs locaux.



L'augmentation du nombre de subventions allouées au titre du PVE (Plan Végétal Environnement) permet de maintenir la lutte contre l'érosion des sols et la pollution des produits phytosanitaires.

Indicateurs LOLF

- 56 installations de jeunes agriculteurs aidées par le Conseil départemental (contre 62 en 2014).
- 10 structures aidées dans la filière équine (contre 9 en 2014).



Marché de producteurs



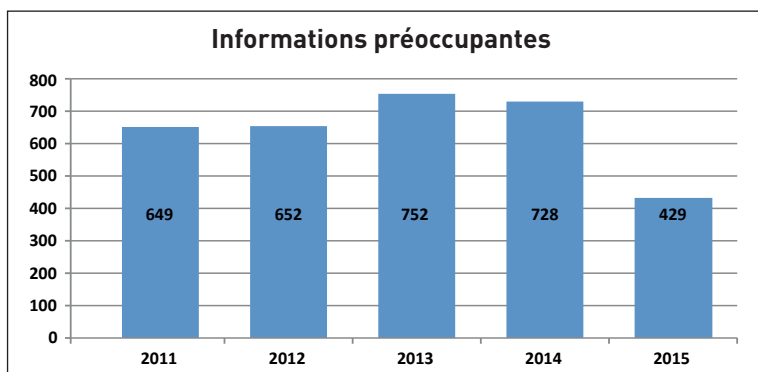
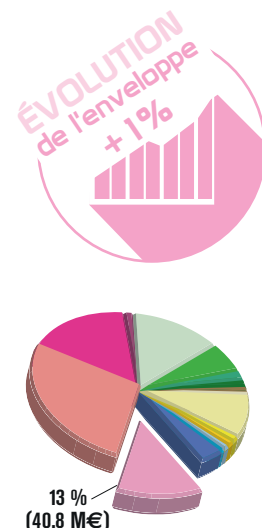
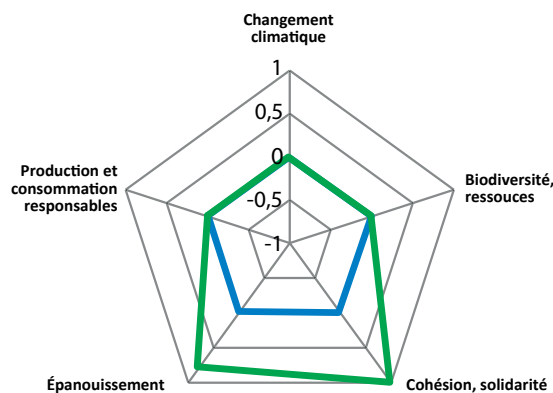
RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

B.3 Conjuguer les solidarités

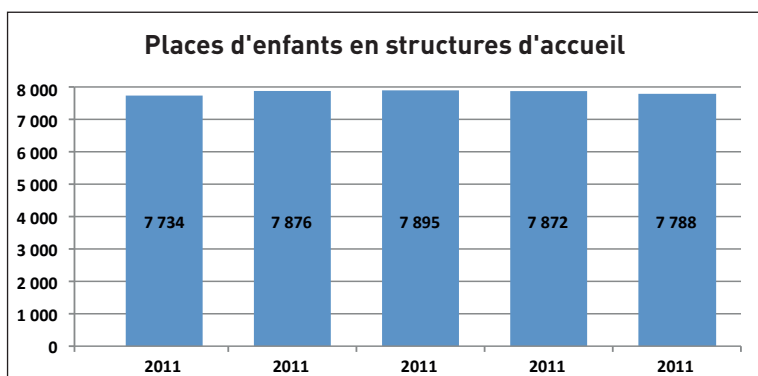
Programme enfance / famille (961)

CONSTAT Le budget du programme a légèrement augmenté, ce qui montre des besoins toujours importants.

IMPACTS Le centre maternel ainsi que le foyer de l'enfance connaissent une augmentation de leurs activités. Les placements issus de l'aide sociale à l'enfance restent stables en 2015. 733 enfants sont placés au sein de familles d'accueil tandis que 134 autres le sont au sein d'établissements spécifiques.



La cellule de recueil des informations préoccupantes a fait un travail de pré-évaluation des informations transmises, ce qui explique une baisse importante par rapport à l'année 2014.



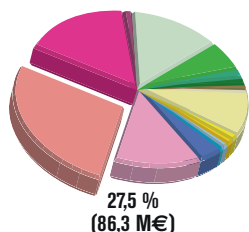
Ce sont les places disponibles en maisons d'assistantes maternelles, en crèches, en haltes garderies, en multi-accueils ou bien chez des assistantes maternelles.

Malgré la légère baisse du nombre de places due à des cessations d'activités, l'ensemble des demandes continuent d'être honorées. Il n'y a pas de tension pour trouver une place d'accueil pour un jeune enfant dans l'Orne.

Indicateur LOLF

- 417 assistants familiaux employés par le Conseil départemental (-1,2%).

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE



Programme dépendance handicap (962)

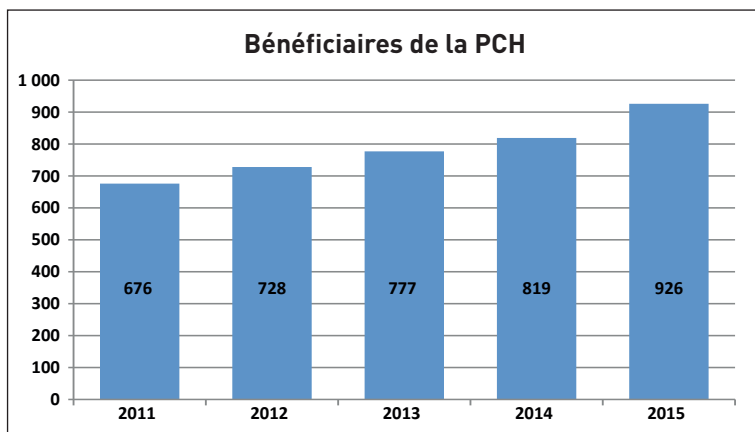
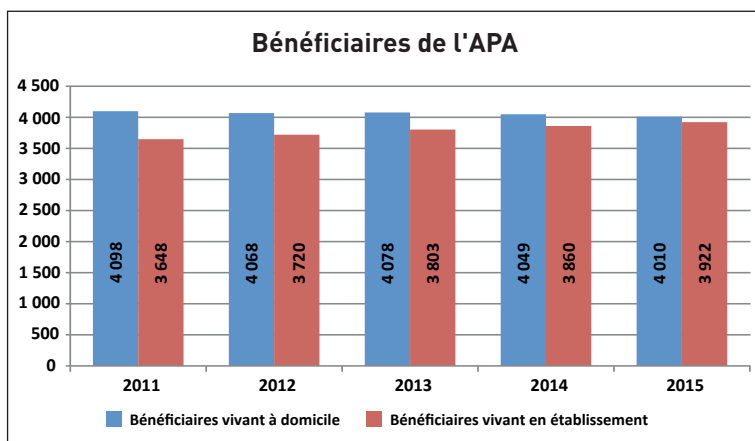
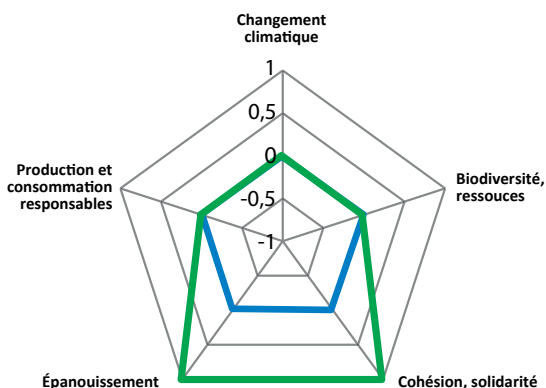
CONSTATS

Une offre d'accueil qui s'accroît sur le territoire ornais pour les personnes dépendantes et en situation de handicap.

Certains bâtiments prennent en compte les enjeux environnementaux à l'image du foyer d'accueil médicalisé « Jacques Hardy ».

IMPACT

Le département de l'Orne se situe parmi les territoires les mieux dotés en places d'hébergement pour personnes âgées comme handicapées, ramenées à la population.



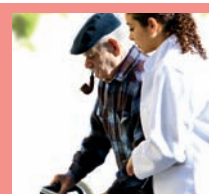
pour INFO

L'augmentation du nombre de bénéficiaires de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) ainsi que de la prestation de compensation au handicap (PCH) grève fortement les budgets départementaux, imposant des choix à opérer sur d'autres missions.

NOUVEAU EN 2015...

Ouverture du foyer d'accueil médicalisé « Jacques Hardy » pour adultes autistes à Argentan s'inscrivant dans une démarche de haute qualité environnementale et d'économie d'énergie.

Le Conseil départemental a approuvé une charte d'engagement du bénévolat afin d'encadrer et soutenir le bénévolat des personnes travaillant au sein des établissements pour personnes âgées dépendantes. Les bénévoles au sein des EHPAD bénéficient à travers cette charte d'une assurance civile et d'une mise à disposition de moyens matériels.



RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Programme cohésion sociale (963)

CONSTATS

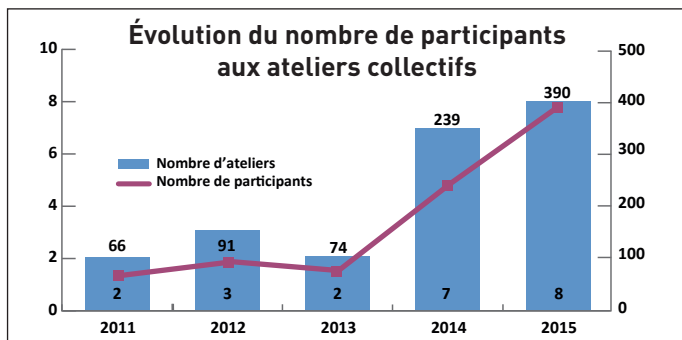
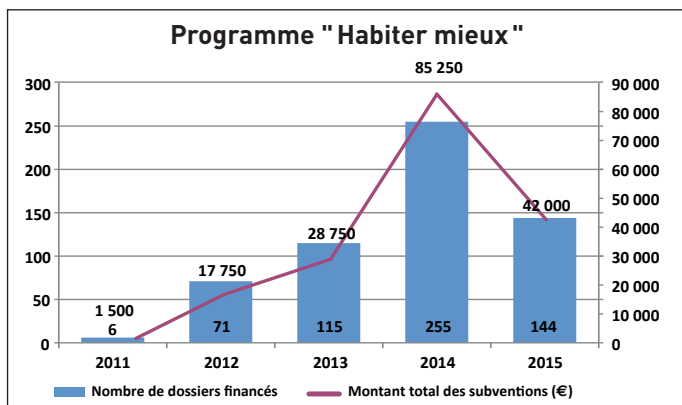
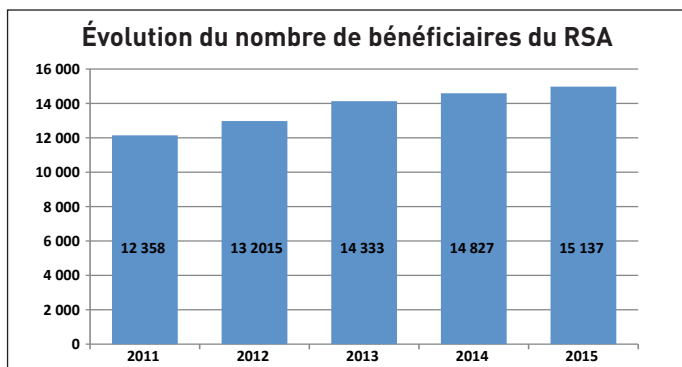
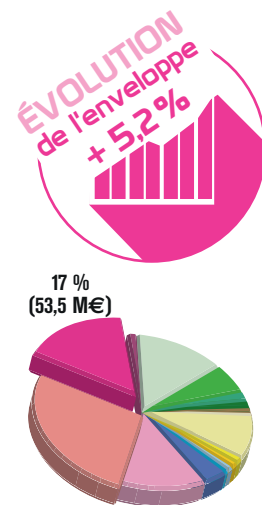
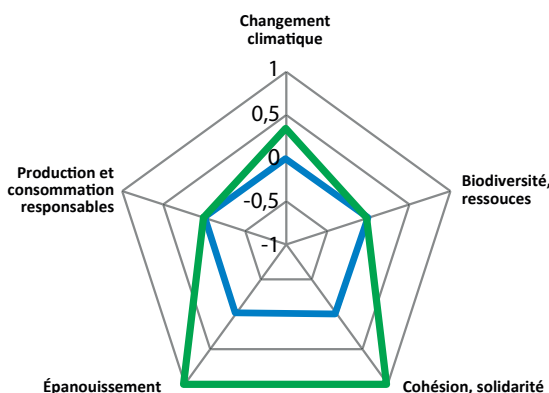
La forte hausse des dépenses d'allocations RSA a conduit à la création d'une cellule de maîtrise des risques d'indus dans un objectif d'équité et de cohésion sociale.

Poursuite de la lutte contre la précarité énergétique, notamment à travers des ateliers collectifs et les aides à la pierre.

IMPACTS

De nombreuses démarches permettent aux personnes dites « précaires » de reprendre un travail (marché d'insertion, insertion par l'activité économique et formation de base).

Du fait d'une nouvelle organisation territoriale, les ateliers collectifs connaissent un succès croissant.



pour INFO

Au regard de la consommation rapide des crédits de l'État sur l'année 2015, l'ANAH a réduit la voilure avec de nouvelles dispositions. Elles impliquent une forte réduction des dossiers et donc une réduction des aides complémentaires à l'aide de solidarité écologique du Conseil départemental.

Les ateliers collectifs connaissent un succès grandissant. Ceci est dû à une nouvelle organisation plus efficace et mieux adaptée. Ce sont désormais les chargés de missions cohésion sociale qui sont en charge de l'organisation territoriale de ces ateliers et peuvent mobiliser le public concerné.

NOUVEAU EN 2015...

Le Conseil départemental a décidé de financer plusieurs actions dans le cadre de la politique de la ville :

- Permanence d'un écrivain public afin de lutter contre l'illettrisme à Alençon
- Accompagnement social individualisé aux personnes étrangères d'Alençon
- Réseau d'échange et de savoir à Flers
- Accès à la culture et échanges interculturels au Quai des arts à Argentan.

Récupération des CEE précarité énergétique pour financer des actions. 100 000 € de recettes espérées pour recruter un service civique et financer des actions.

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

B.4 Valoriser un territoire riche et préservé

Programme réseau routier (921)

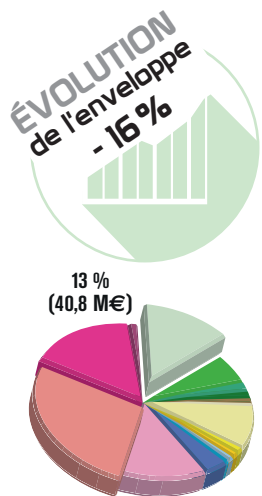
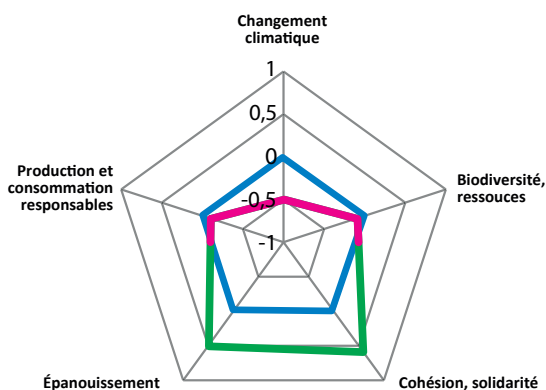
CONSTATS

La baisse du budget sur ce programme correspond à une baisse du linéaire de revêtements réalisés.

Le Conseil départemental développe une valorisation des haies situées en bords de route, sur les projets routiers neufs ou sur les délaissés existants.

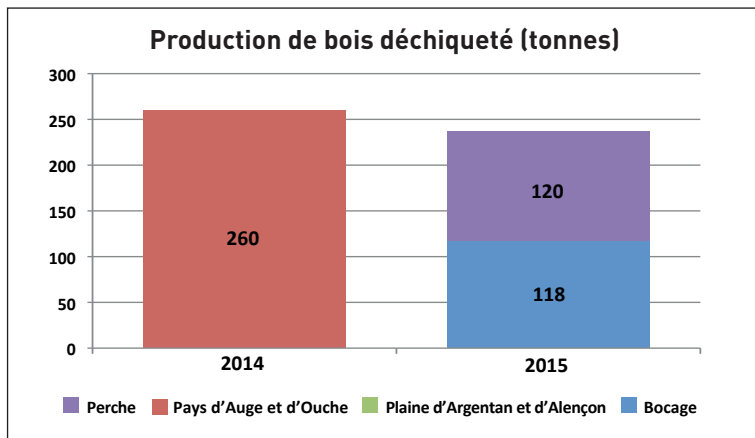
IMPACT

Les coûts d'entretien des dépendances vertes devraient diminuer fortement par la plantation et la conduite en bois énergie. En effet, après 3 ans de plantations, il n'est plus nécessaire d'intervenir en gestion courante. De plus, après 12 ans, le bois récolté peut être valorisé.

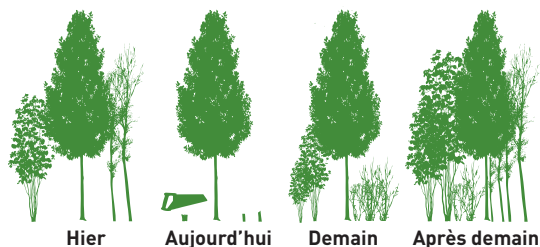


Indicateurs LOLF

- 41 accidents mortels sur obstacle (contre 30 accidents en 2014).
- 372 km de revêtement réalisés (-12,5%).



Depuis quelques années les AID produisent du bois afin de valoriser les bords de route. Les deux centres qui possèdent une chaufferie bois sont autonomes dans leur consommation. Par ailleurs, des conventions peuvent être passées avec les collectivités locales intéressées, à l'image d'Aube en 2014 ou la SCIC B2E en 2015



HAIE COUPÉE = HAIE RENOUELÉE

Une bonne gestion pour valoriser nos haies bocagères



pour INFO

Afin de sensibiliser la population à la gestion durable des haies départementales, un panneau a été apposé afin d'expliquer pourquoi il est nécessaire de couper une haie à blanc afin de l'entretenir et participer à un bon entretien du paysage ornaï.

NOUVEAU EN 2015...

Une première mouture d'un guide autour des bonnes pratiques de gestion des haies en bords de routes a été réalisée à destination des agences routières.

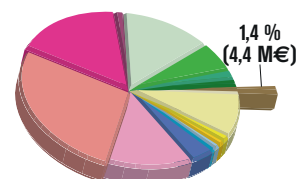
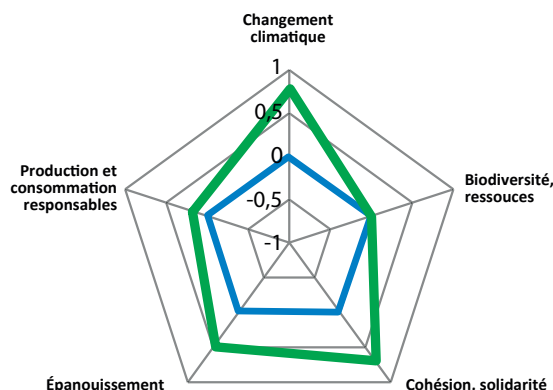
Celui-ci vise à promouvoir le recépage des arbres, c'est-à-dire leur coupe à blanc, afin de favoriser leur repousse et de développer l'utilisation du bois comme énergie locale et renouvelable tout en réduisant les coûts d'entretien.

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Programme action numérique (925)

CONSTAT
L'enveloppe financière a connu une hausse remarquable en 2015.

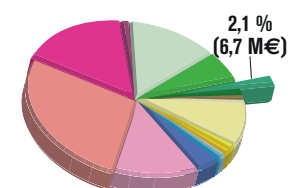
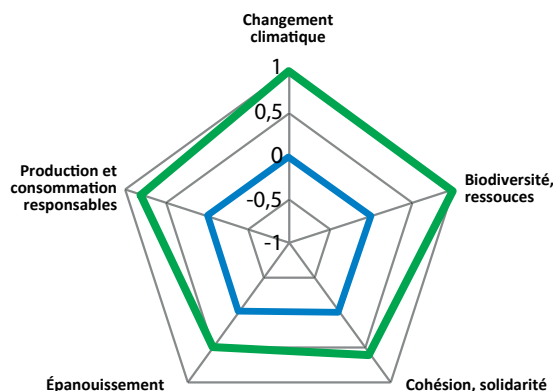
IMPACTS
Accélération du « plan numérique ornais » prévoyant la montée en débit progressive de 109 sous-répartiteurs.
Lutte contre la fracture territoriale numérique.



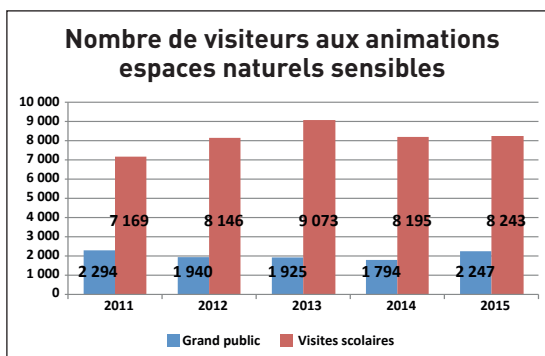
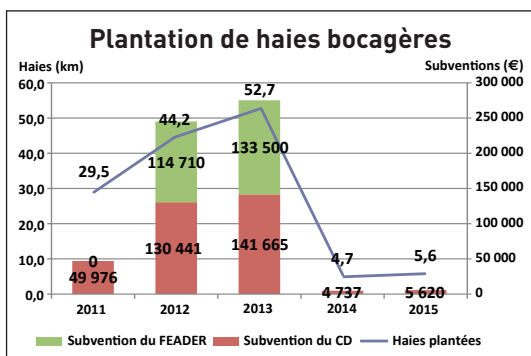
Programme environnement (923)

CONSTATS
La baisse importante de cette enveloppe est principalement liée à la baisse des crédits alloués au domaine de l'eau (moins de demandes de collectivités en matière d'assainissement).
De nombreuses actions sont toutefois initiées avec des moyens en baisse.

IMPACTS
La population ornais est toujours sensibilisée à son patrimoine environnemental à travers un nombre de visites d'espaces naturels sensibles constant.
Le Conseil départemental poursuit son soutien aux plantations de haies bocagères malgré la fin des aides européennes.
La qualité des cours d'eau reste satisfaisante dans l'Orne.
Par ailleurs, les aides versées par le département en faveur d'une meilleure qualité de l'eau génèrent un volume de travaux ou d'études de 6,7 M€, développant ou consolidant ainsi l'économie locale.
En 2015, on estime à 28 % l'état d'avancement du Plan Climat Energie Territorial 2014-2020.



Plantation de haies



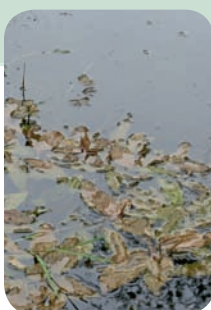
RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

FOCUS sur les espaces naturels sensibles

- 10490 personnes ont participé à plus de 500 animations organisées sur 24 sites ENS.
- 115000 personnes ont été comptabilisées en visite libre sur 9 sites témoins.
- 1 000 journées de travail de personnes en insertion lors de 49 chantiers entrepris.
- 14 500 données d'espèces (faune ou flore) intégrées à la base de données naturalistes.



Sanguisorbe officinale



Potamogeton coloré



Orchis grenouille



Sestertia bleue



Raiponce molle

FOCUS sur le plan climat énergie territorial

Le PCET vise en priorité à réduire les émissions de GES liées à la mise en œuvre des compétences du département mais il concerne tout de même aussi quelques domaines d'activité du territoire. De nombreuses réalisations ont été effectuées en 2015 :

- Opération « foyer témoin » auprès de 14 familles ornaises volontaires ayant participé à une sensibilisation sur la réduction de leur production de déchets, action financée par le Conseil départemental, en partenariat avec le GRAPE et le SIRTOM de la Région Flers-Condé. Les foyers ont réduit de 30 % leur production d'ordures ménagères.
- 5 collectes gratuites de papier réalisées en 2015 avec un nouveau partenaire « ENCORE » générant 675€ d'économies par rapport au prestataire antérieur. Près de 4 tonnes de papier ont été collectées et valorisées dans une papeterie familiale de la Région qui vend ensuite le papier notamment aux collectivités.
- Poursuite de la sensibilisation des agents du Conseil départemental sur le tri. Intervention sur le site de la CAS d'Alençon.
- Mise à disposition de 5 vélos pour des sites du Conseil départemental basés à Alençon dans un premier temps.
- Arrivée d'un économiste de flux. Une de ses principales missions est de mettre en place une solution de suivi des consommations des fluides, eau et énergie, des bâtiments départementaux.
- Financement en partenariat avec le syndicat d'énergie de l'Orne d'une plateforme départementale de comparaison de primes liées aux travaux d'économies d'énergie.



pour INFO

Plateforme de comparaison de primes énergies financée par le Conseil départemental et le Syndicat de l'énergie afin d'inciter les acteurs du territoire à mener des actions visant à réduire leurs consommations.

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

NOUVEAU EN 2015...



Chantier école de débroussaillage (BTS GPN, LEGTA Sées)



La mare créée et la roselière restaurée

Restauration du marais de Grogny, site ENS classé NATURA 2000, suite aux travaux de l'A28 et de l'A88. Les travaux de restauration de milieux, financés par les mesures compensatoires des sociétés d'autoroute, ont été menés en collaboration avec une association d'insertion et la filière BTS gestion et protection de la nature du lycée agricole de Sées.

La Communauté Urbaine d'Alençon a été subventionnée pour l'achat de 30 composteurs collectifs afin d'équiper des écoles, maisons de retraite, établissements de santé pour limiter leur production de déchets et ainsi en limiter les coûts de gestion.

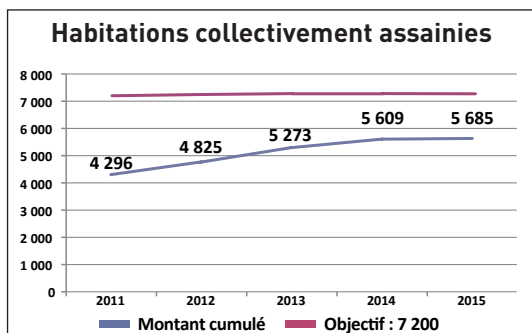
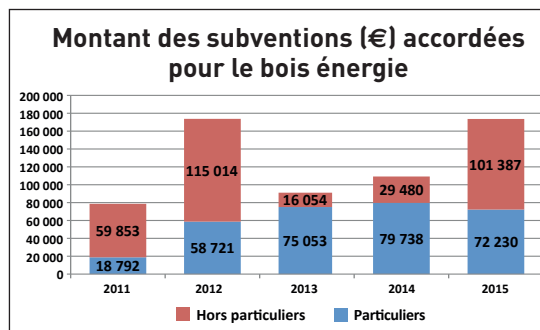
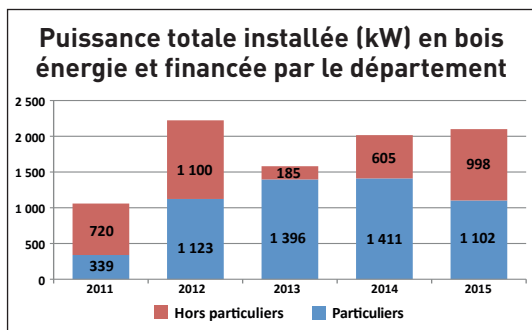
Le plan de prévention et de gestion des déchets issus des chantiers du BTP a permis d'établir un diagnostic sur la gestion actuelle de ces déchets afin d'identifier les besoins en terme d'installations. Au cours des 2 années de travail avec le bureau d'étude Girus, une quinzaine de réunions a eu lieu avec les principaux acteurs concernés (fédération de professionnels du BTP, DDT, ADEME...). Une diminution de 7 % des tonnages est prévue en 2028. Au terme du plan, 3 déchèteries professionnelles et 1 casier à amiante devraient être créés pour répondre aux besoins de l'Orne.

Le Conseil départemental a accueilli l'association Air Com lors des 50 ans de la surveillance de la qualité de l'air en Basse-Normandie. Une visite de la station de surveillance basée à Alençon a été proposée, ainsi qu'une conférence débat montrant les différents enjeux liés à la surveillance de la qualité de l'air. De nombreux intervenants étaient présents pour témoigner, notamment un médecin et un représentant d'une entreprise industrielle.

Une subvention de 12 500 € a été attribuée par le Conseil départemental au Collectif d'Urgence pour l'achat d'un local de stockage et de tri du papier.

Le Syndicat de l'Énergie a été subventionné à hauteur de 100 000 € par le Conseil départemental pour financer l'implantation de 102 bornes de recharge pour les véhicules électriques sur le territoire.

Attribution d'une aide de 3 000 € à la société 2M Production pour la réalisation de films tous publics afin de sensibiliser à la lutte contre le gaspillage alimentaire et à la consommation de produits locaux.



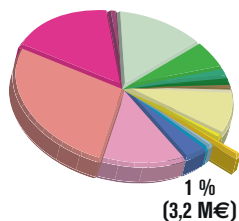
Le montant des subventions bois énergie augmente entre 2014 et 2015. Cela est dû à une subvention importante accordée à l'Orphelinat agricole de Giel-Courteilles qui a installé une chaufferie de 600 kW.



Indicateurs LOLF

- 230 stations d'épurations (+ 1,8 %) représentant une capacité de 385 015 équivalents habitants.
- 76 nouvelles habitations collectivement assainies.

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE



Programme patrimoine culturel (934)

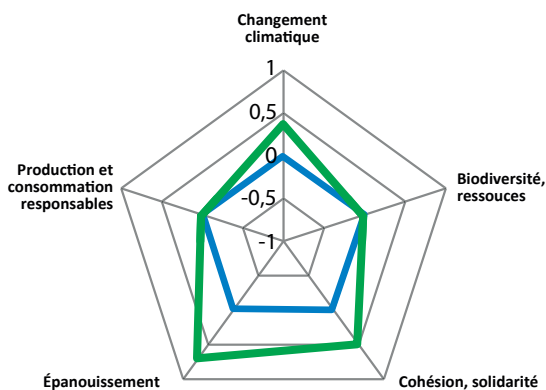
CONSTATS

La baisse annuelle importante du budget est à mettre en relation avec le caractère exceptionnel de l'année 2014 qui a été l'année de la commémoration du 70^e anniversaire de la bataille de Normandie.

En 2015, les Archives départementales ont collecté 422 mètres linéaires de documents.

IMPACT

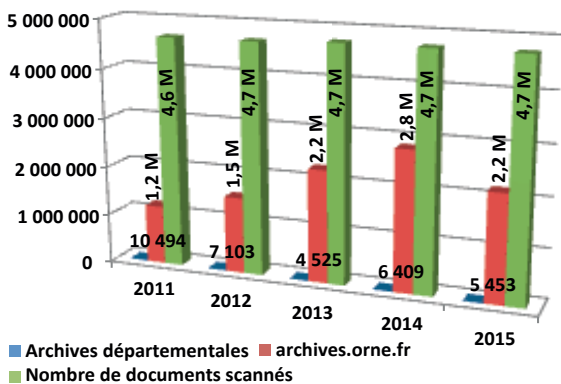
Malgré une baisse de fréquentation constatée aux Archives et dans les musées, le département poursuit son action de conservation, de valorisation et de restauration du patrimoine ornaïs.



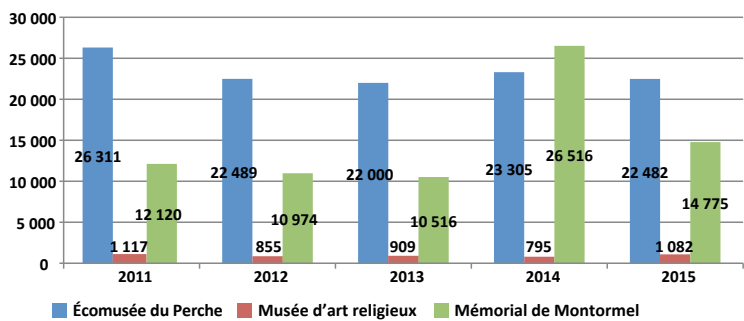
Indicateurs LOLF

- 5 453 visiteurs aux Archives départementales (- 15 %).
- 2,2 millions de connexions (- 21 %).

Visites aux Archives départementales de l'Orne et accès aux documents dématérialisés



Évolution des visites dans les musées



NOUVEAU EN 2015...

De nombreuses visites sont organisées lors de la journée du patrimoine notamment dans la grotte de la Mansonnière, l'occasion pour le grand-public de découvrir le circuit de l'eau dans la roche et les traces de l'exploitation de l'ancienne carrière de pierre.

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

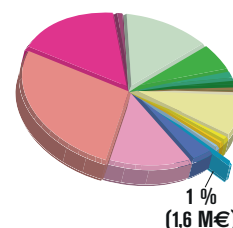
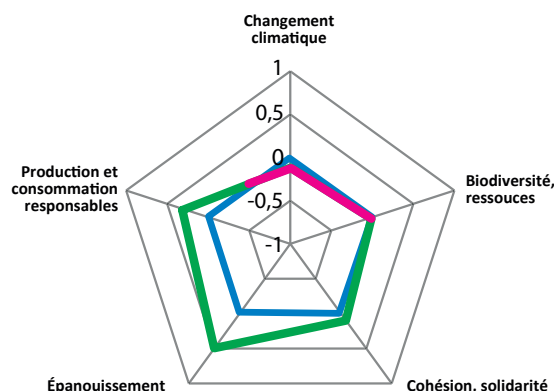
Programme action touristique (952)

CONSTATS

Le Conseil départemental contribue à développer l'offre touristique de l'Orne à travers des aides financières dans les domaines de l'hôtellerie et de la restauration. Cette action s'accompagne d'un processus de labellisation. Tourisme 61 développe la communication des offres touristiques (signalisation, site internet...).

IMPACTS

Le tourisme vert tend à se développer dans l'Orne, notamment à travers deux itinéraires principaux, la vélofrancette et la véloscénie. Labellisation du 1^{er} « éco-Gîte de France » dans l'Orne à Durcet. La communication liée à l'information touristique et aux guides d'hébergement n'est plus produite en version papier. Le relais d'information principal est désormais internet.



NOUVEAU EN 2015...

Réflexion du Conseil départemental pour élaborer une stratégie vélo. Cette stratégie permettra sur le long terme de relier les principaux axes européens et nationaux et de développer l'intermodalité et l'offre touristique (hébergement et restauration).

Organisation d'un « atelier jardin » avec le réseau Gîtes de France afin de sensibiliser à la gestion durable des jardins. Les alternatives aux produits phytosanitaires ont été abordées. De plus, les essences locales ont été mises en avant.

Nouveau produit de randonnée « le tour des collines du Perche » en collaboration avec l'association « itinéraires ruraux ».

Lancement national officiel de la Vélo Francette en juin 2015 avec l'ouverture du site internet.



Véloscénie Courceault © Damase



pour INFO

Relais d'Opale à Durcet, 1^{er} « éco-Gîte de France » dans l'Orne, qui respecte les critères d'éco-construction et de performances énergétiques.

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

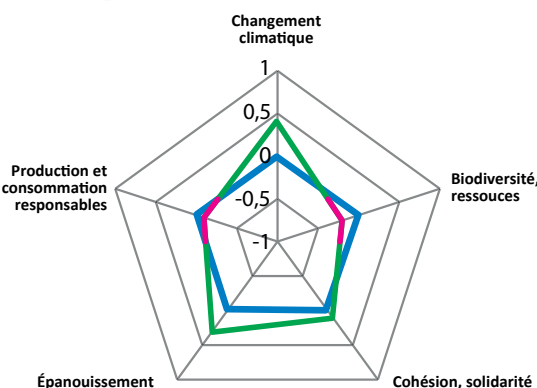
C - La collectivité exemplaire et responsable

C.1 Valoriser un territoire riche et préservé

Programme bâtiment et propriétés départementales (941)

CONSTAT Le Conseil départemental a adopté son PCET en avril 2014 et s'est fixé un objectif de réduction des GES et donc des consommations d'énergies de 30 % à l'horizon 2020.

IMPACTS Mise en service de 655 m² supplémentaires de panneaux photovoltaïques en février 2015. Sur l'ensemble des sites, les panneaux ont permis la production de 107 MWh en 2015. Remplacement des ampoules en lampes LED.



repère

3,9 M€
(1% du budget)
- 10,5%

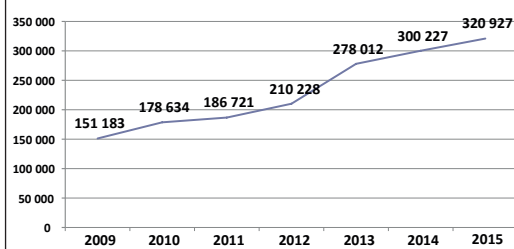


NOUVEAU EN 2015...

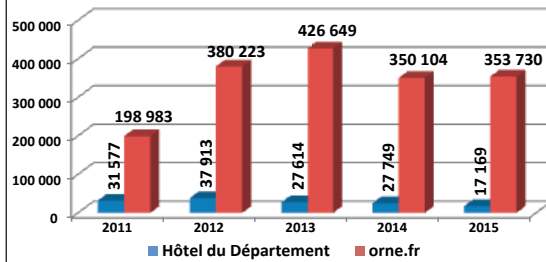
Développement des bornes de recharge électriques sur plusieurs bâtiments départementaux :

- agences routières de Sées et de Bellême
- centres routiers d'Argentan, de Mortagne-au-Perche et de L'Aigle
- site de l'Hôtel du Département.

Certificats d'Économie d'Énergie cumulés perçus en année N (€)



Visites du Conseil départemental et du site internet



IDÉE développement durable

Réaliser des audits énergétiques dans les bâtiments départementaux afin de hiérarchiser les bâtiments les plus énergivores et prévoir les travaux en conséquence.

Intégrer dans la solution logicielle de suivi des consommations une option permettant d'afficher les étiquettes énergies des bâtiments suivis afin de sensibiliser les usagers et les agents.

Le dispositif des CEE dans lequel le département s'est engagé depuis 2007 pour récupérer une recette liée à des travaux de performance énergétique a déjà permis de récupérer 320 927 €. L'économie de flux pourra également valoriser des CEE liés à d'autres opérations plus modestes qui pourront augmenter cette recette par cumul.

CERTIFICATS D'ÉQUILIBRE Pour la 4^e année consécutive, l'ensemble de la consommation d'électricité du Conseil départemental sera produite de manière renouvelable par le fournisseur. Ce contrat est un levier fort pour contribuer au développement des énergies renouvelables.

FOCUS sur l'économe de flux

- Constitution d'un tableau de suivi des consommations de fluides sur tous les sites du Conseil départemental et les collèges à partir de l'année 2012 afin d'analyser les plus consommateurs.
- Rédaction d'un marché visant à mettre en place une solution de suivi par télérelève des consommations et des alertes sur les sites repérés comme les plus consommateurs. 5 sites devraient être équipés en 2016 puis, en fonction des résultats obtenus, 5 autres sites par an les 3 années suivantes.

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

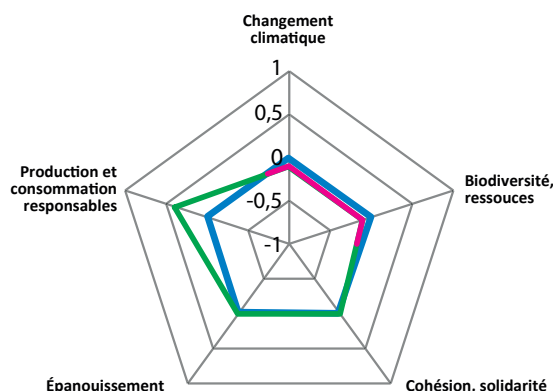
Programme équipements et services (942)

CONSTATS

Les enveloppes importantes liées aux dépenses d'énergies sont très difficiles à maîtriser du fait des fluctuations du coût du pétrole impulsées par des événements géopolitiques mondiaux. Le prix extrêmement bas du pétrole constaté en 2015 a permis une baisse temporaire du coût de l'ensemble des énergies fossiles, compensée en partie par une hausse des taxes concernées. En revanche, l'électricité poursuit son augmentation régulière du fait, entre autres, de la spécificité du mode de production français.

IMPACT

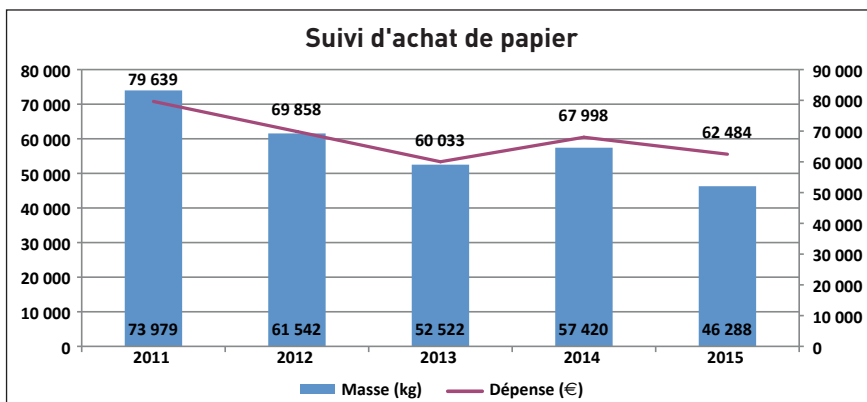
Afin de mieux maîtriser les budgets liés à l'énergie et à l'eau, un économiste a été recruté en mai 2015 afin d'agir sur les volumes consommés. Ainsi les fluctuations des coûts qui ne dépendent pas du Conseil départemental seront mieux absorbées en agissant directement sur les consommations.



✓ repère

9,5 M€
(2% du budget)
+ 4,7%

La consommation du papier



La démarche initiée depuis quelques années sur la réduction de la consommation de papiers continue de porter ses fruits auprès de l'ensemble des services, réduisant ainsi les budgets associés.

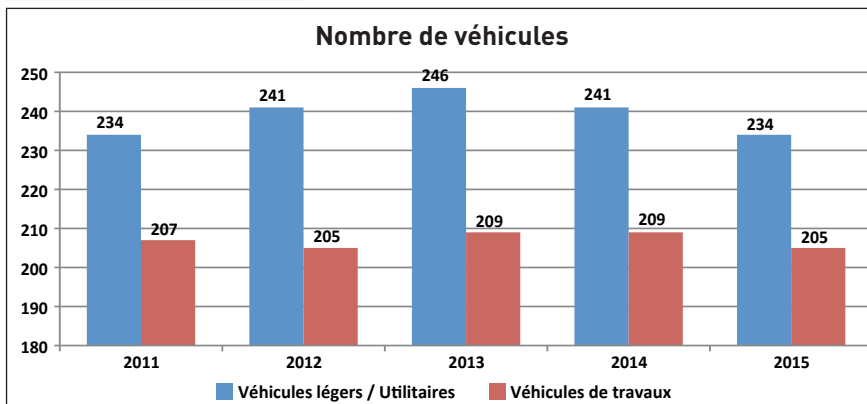
NOUVEAU EN 2015...

Groupement de commande avec le SDIS, la préfecture et les collèges pour le marché de fourniture et d'acheminement du gaz. Cette mise en concurrence a permis de générer des économies pour tous les partenaires de l'ordre de 5 %.

Indicateurs LOLF

- 3 792 feuilles de papier consommées en moyenne par poste informatique (-13.4 %).

Le parc de véhicules

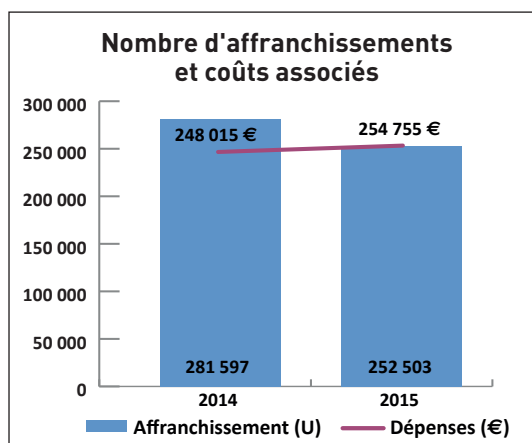
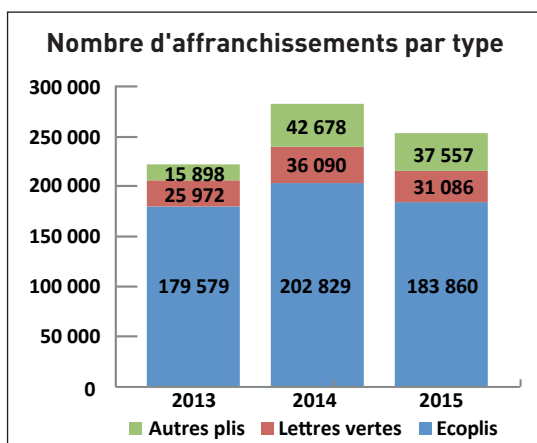


Pour la seconde année consécutive, le nombre de véhicules diminue. Par ailleurs, la flotte départementale est progressivement remplacée par des véhicules moins émissifs (véhicules électriques et véhicules thermiques émettant moins de 120 g de CO2 aux 100 km).



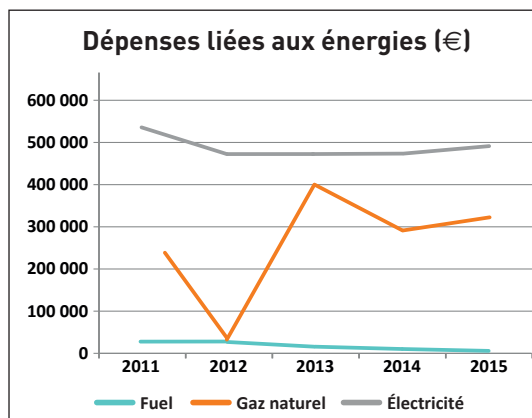
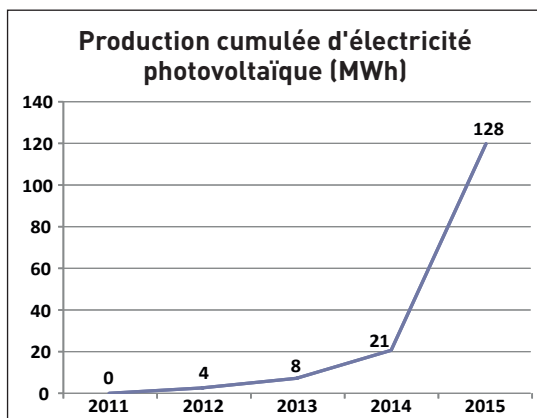
RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

Le courrier



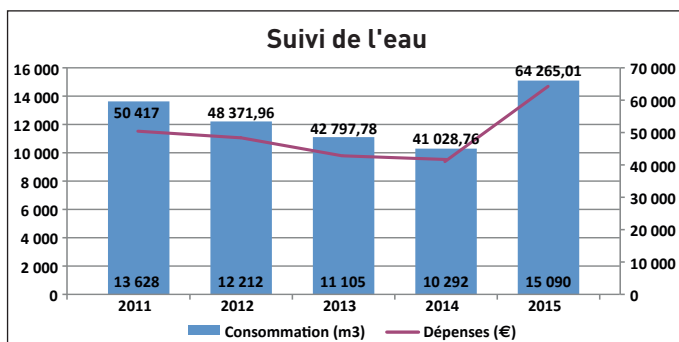
Malgré la baisse du nombre d'affranchissements, les coûts augmentent. Cela est dû à une augmentation des tarifs de La Poste. Ainsi la démarche visant à réduire le nombre d'affranchissements permet de maîtriser les coûts liés à la hausse des tarifs.

Les fluides



La mise en service des panneaux photovoltaïques du quartier Lyautey permet d'augmenter fortement la production d'énergies renouvelables en parfaite cohérence avec le PCET. A noter que cette installation n'est pas raccordée au réseau, ce qui reste rare à ce jour bien que souhaité par les pouvoirs publics. Sa production annuelle couvre environ 6,5 % des besoins en électricité du Quartier Lyautey.

Comme précisé dans le constat il est difficile de maîtriser les budgets liés aux énergies fossiles du fait du contexte géopolitique mondial, des aléas climatiques ou encore des taxes imposées sur ces fluides. Seule l'action durable sur les volumes consommés permet de contenir les hausses inévitables et subies.



La hausse de consommation d'eau, et donc de la facture correspondante est due principalement à une régularisation d'une erreur de relevé d'années précédentes ainsi qu'à une fuite difficile à détecter au niveau du quartier Lyautey. L'acquisition d'un système de télérelève, comme prévu en 2016, permettra de repérer et traiter rapidement les fuites ainsi que de vérifier les index facturés. Le poste « eau » est en effet celui pour lequel les économies générées par les actions de l'économe de flux sont les plus importantes.

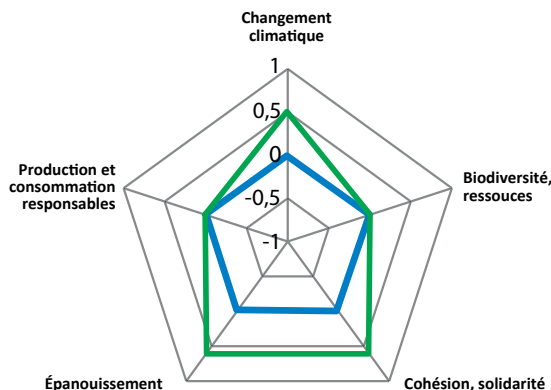
RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

C.2 Conserver une capacité d'action

Programme gestion des ressources humaines (912)

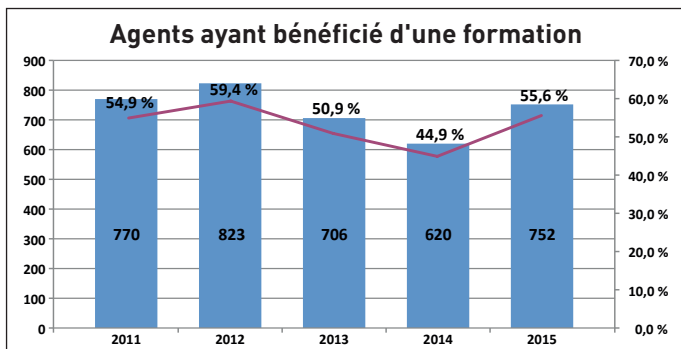
CONSTAT Le budget lié à ce programme est relativement stable. Il permet notamment de soutenir l'insertion à travers l'action sociale et la gestion des ressources humaines.

IMPACT La formation des agents est en hausse par rapport à l'année 2014. De même le nombre d'agents en situation de handicap augmente, cela dans un contexte de baisse d'effectifs.



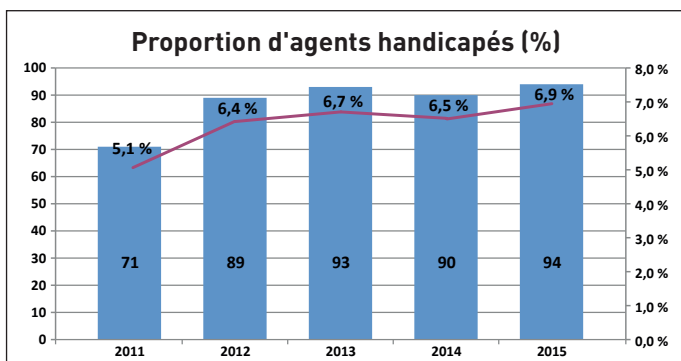
repère

50 M€
(11 % du budget)
+ 0,9 %



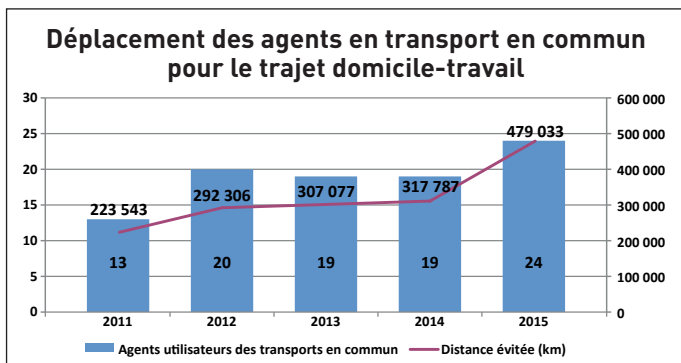
NOUVEAU EN 2015...

Acquisition d'un simulateur de conduite en partenariat avec le SDIS afin d'améliorer les conditions de sécurité des agents en déplacement ainsi que tendre vers l'éco-conduite permettant de réduire les consommations de carburants.



Indicateur LOLF

- 41 personnes ont bénéficié d'une mobilité interne en 2015 (contre 49 en 2014).



Malgré une baisse du nombre d'agents en télétravail, le nombre de jours télétravaillés est plus important en 2015 (424 jours contre 420 en 2014). De plus, on constate une hausse des km évités en télétravail due aux trajets concernés plus longs.



Par ailleurs, plus d'agents prennent les transports en commun, ce qui explique la hausse des km évités en voiture personnelle.

IDÉE développement durable

Un plan de déplacement administration, voire avec d'autres administrations volontaires, permettrait d'optimiser les déplacements des agents tant pendant leur service que pour les trajets domicile-travail (télétravail, transports en commun, mobilité douce).

RAPPORT SUR LE DEVELOPPEMENT DURABLE

D - Les axes d'amélioration pour 2016

Lancement d'un marché pour mettre en place une solution de suivi des consommations d'eau et d'énergies sur les sites les plus consommateurs afin de réaliser des économies importantes

Plantation de 2 hectares supplémentaires de délaissés routiers afin de produire du bois énergie et réduire les coûts de fonctionnement liés à l'entretien.

Proposition d'une stratégie vélo départementale visant à favoriser la mobilité douce.

Renouvellement de l'appel à reconnaissance E3D auprès de tous les collèges ornaix.

Diffusion de l'expérience menée au collège de Domfront contre le gaspillage alimentaire à 10 autres collèges.

Mise en œuvre d'une collecte de papiers avec le Collectif d'Urgence afin de participer à la création d'emplois locaux tout en favorisant le recyclage du papier.

Lancement d'un groupement de commandes d'électricité avec les mêmes partenaires que pour le gaz.

Nouvelles acquisitions de véhicules électriques en remplacement de véhicules thermiques.

Projet d'accompagnement du déploiement des bornes de recharge électrique sous maîtrise d'ouvrage du syndicat de l'énergie.

Projet de rédaction et diffusion d'un guide DD à l'attention de l'ensemble des agents du Département afin d'inciter à de bonnes pratiques dans les domaines de l'énergie, des déchets, de la mobilité et des marchés publics.



GLOSSAIRE

AID	Agence des Infrastructures Départementales
APA	Allocation Personnalisée d'Autonomie
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CAS	Circonscription d'Action Sociale
CAPF	Communauté d'Agglomération du Pays de Flers (aujourd'hui Flers Agglo)
CEE	Certificat d'Économie d'Énergie
CeGIDD	Centre Gratuit d'Information, de Dépistage et de Diagnostic des Infections par le VIH
CPIE	Association «Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement»
Créosote	Produit toxique utilisé auparavant pour traiter les traverses de chemin de fer considérées aujourd'hui comme un déchet dangereux
DD	Développement Durable
E3D	Établissement en Démarche de Développement Durable
EHPAD	Établissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes
ENS	Espace Naturel Sensible
GES	Gaz à Effet de Serre
GPN	Gestion et Protection de la Nature
GRAPE	Groupement Régional des Associations de Protection de l'Environnement
LEGTA	Lycée d'Enseignement Général et Technologique Agricole
MDO	Médiathèque Départementale de l'Orne
PCET	Plan Climat Énergie Territorial
PCH	Prestation de Compensation du Handicap
PDA	Plan Déplacement d'Administration
PMPOA	Programme de Maîtrise des Pollutions d'Origine Agricole
PMR	Personne à Mobilité Réduite
PMBE	Plan de Modernisation des Bâtiments d'Élevage
PSLA	Pôle de Santé Libéral et ambulatoire
PVE	Plan Végétal Environnement
RSA	Revenu de Solidarité Active
SCIC B2E	Société Coopérative d'Intérêts Collectifs « Bois bocage énergie »
SDIS	Service Départemental d'Incendie et de Secours
Silver économie	Activité économique centrée sur les personnes âgées
SIRTOM	Syndicat Intercommunal de Ramassage et de Traitement des Ordures Ménagères
STEP	Station d'épuration

NOTES

A series of horizontal dotted lines for writing notes.



Conseil départemental de l'Orne
Bureau énergie-déchets-développement durable
27, boulevard de Strasbourg
CS 30528 - 61017 ALENÇON Cedex
Tél. 02 33 81 61 52
<http://www.orne.fr>